

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 320.36.20
C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 319 BRESIL: SUICIDE D'UN REFUGIE POLITIQUE A BERLIN-OUEST

Après Tito de Alencar Lima (cf DIAL D 192 et 188), c'est au tour de Maria Auxiliadora Barcellos Lara de connaître le destin tragique des torturés exilés de leur pays: le suicide. C'était le 1er juin 1976, à Berlin-Ouest.

(Note DIAL)

En France, le 8 août 1974, le frère Tito de Alencar, dominicain brésilien, se suicidait. Frère Tito avait été atrocement torturé au Brésil. Le capitaine Albernaz de la DOPS de São Paulo, alors directeur des tortures, lui expliqua sans détours que cela ne laisserait aucune trace apparente, mais qu'il en serait brisé de l'intérieur. Tel serait le prix de son silence sous la torture.

Le 1er juin de cette année, Maria Auxiliadora Barcellos Lara s'est suicidée à Berlin-Ouest. Elle aussi fut emprisonnée pour raison politique et gravement torturée aux électrochocs et sur le "perchoir-à-perroquet" par la DOPS de Rio de Janeiro. Une de ses compagnes en mourut. Quant à elle, elle fut libérée en 1971 en même temps que le fr. Tito, en échange de l'ambassadeur suisse qui avait été enlevé. Elle trouva asile au Chili où elle poursuivit ses études de médecine. Après le putsch du Chili, il lui fallut de nouveau s'exiler, comme des milliers d'autres réfugiés politiques. C'est du Mexique, où l'on refusa l'asile à tous les non chiliens, qu'elle vint en Allemagne Fédérale où elle demanda asile: elle y apprit l'allemand et prépara sa licence de médecine. Tandis que les démarches pour l'obtention du droit d'asile se déroulaient avec promptitude et sans réelles difficultés au profit des réfugiés chiliens qui obtinrent immédiatement un passeport d'étranger, il n'en fut rien pour Maria Auxiliadora et plusieurs de ses amis brésiliens. Ils n'obtinrent pas de passeport, mais une simple attestation de leur demande d'asile, renouvelable tous les trois mois. Un procès fut intenté contre eux, pour cause d'immigration illégale; le jugement n'eut pas lieu. Un tel état d'insécurité totale devant la loi, d'incertitude sur l'asile et sur l'obtention de pièces d'identité, l'impossibilité de quitter Berlin-Ouest durent toujours pour plusieurs des camarades de Maria Auxiliadora, ceci depuis deux ans et demi.

De cette insécurité et de cette incertitude, Maria Auxiliadora a tiré les conséquences. Il serait faux, selon nous, de vouloir expliquer ce suicide uniquement par sa situation dans la République fédérale. Mais il ne serait pas moins faux d'écarter ces circonstances comme facteurs qui ont déclenché le passage à l'acte; quelques journaux de la RFA ont lancé une campagne massive, dès l'arrivée des brésiliens, contre les "terroristes brésiliens" mêlés aux réfugiés du Chili. Lors de la coupe internationale de football quelques brésiliens furent contraints de se présenter à la police trois fois par jour. En dépit des nombreux efforts

de la commission juridique pour étrangers, Amnesty de Berlin-Ouest n'a pu faire cesser cette totale illégalité.

Maria, aux dires de ses amis, a ressenti cette situation comme la suite, indirecte, de l'isolement, de l'incertitude et de l'illégalité qu'elle avait subis en prison au Brésil. Le suicide de Maria Auxiliadora Barcellos Lara, le 1er juin à Berlin, ne peut "s'expliquer"; il a eu de nombreux motifs et bien des arrières plans; deux d'entre eux sont très importants et nous concernent directement en tant que membres d'Amnesty:

- Les conséquences de cette atroce torture au Brésil - aujourd'hui encore pratiquée - causant outre des douleurs physiques, des souffrances psychiques;

- La situation des réfugiés en RFA qui est pour beaucoup de gens poursuivis un prolongement de l'angoisse et de l'insécurité.

Le suicide de Maria Auxiliadora nous remplit de souffrance et de douleur puisqu'il a été manifestement nécessaire pour attirer notre attention sur la pratique de l'attribution du droit d'asile par les autorités fédérales.

Sa mort doit nous inciter à intervenir pour l'attribution du droit d'asile politique à d'autres réfugiés dans une situation similaire, parmi eux quelques brésiliens de Berlin-Ouest.

Amnesty International
groupe de coordination du Brésil

Berlin le 5 juin 1976

(Traduit de l'allemand par DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249